



MINISTÈRE DE LA CULTURE

CENTRE DES
MONUMENTS NATIONAUX

FICHE DE POSTE

2026-372

Tous les postes du ministère de la Culture et de ses établissements
sont ouverts aux personnes reconnues comme travailleurs(es) handicapés(es)

N° CSP DE DIFFUSION (en cas de republication) :

Intitulé du poste (F/H) :

**Acheteur public au sein du pôle achat public du
département des affaires juridiques et immobilières
(F/H)**

Direction administrative, juridique et financière (DAJF)

Catégorie statutaire : A

Corps : Attaché d'administration

Code corps : ATTADM

Groupe RIFSEEP : 3

Grille CMN : 3

**Métier cadre de gestion : Chargé
d'études**

Domaine(s) Fonctionnel(s) : (Cf. Répertoire ministériel des métiers de la culture – RMCC 2012)
ADM09A

Emploi(s) Type : (cf. Répertoire ministériel des métiers de la culture – RMCC 2012)

Adresse administrative et géographique de l'affectation :

17, avenue de la Porte des Lilas 75019 PARIS

Missions et activités principales :

En 2025, près de 300 marchés publics (avenants compris) ont été conclus par le CMN.

L'assiette achat à l'échelle de l'établissement s'établit à 103,22 M€ HT tous segments d'achats confondus.

Un Plan d'Action Achat (PAA) quadriennal est mis en œuvre et vise à suivre les actions définies en partenariat avec les directions métiers.

L'acheteur public placé(e) sous l'autorité directe du chef du pôle achat public a pour missions de :

- Élaborer et actualiser la cartographie des dépenses et des marchés, à partir des données comptables et achats ;
- Contribuer à la définition, à la mise en œuvre et au suivi de la politique d'achat de l'établissement et du Plan d'Action Achat (PAA) quadriennal ;
- Suivre la mise en œuvre du Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) ;
- Identifier les segments d'achats prioritaires et les axes de performance (économies, mutualisation, RSE, qualité, délais) ;
- Étudier les leviers de rationalisation possibles par segment d'achat, en lien avec les orientations fixées par la politique de l'établissement ;
- Intégrer les indicateurs RSE et de décarbonation dans le suivi de la performance achat ;
- Participer à la mise en place d'une gouvernance achat structurée (revue d'achats, dialogue de gestion avec les pôles, suivi d'indicateurs) ;
- Participer à l'harmonisation des procédures, des nomenclatures achats, des imputations comptables ;
- Participer à l'optimisation de la performance achat de l'établissement :
 - en liaison avec les prescripteurs, il/elle anticipe les nouvelles problématiques, y compris en matière d'achats durables et responsables et d'achats innovants ;
 - il/elle participe à la mise en place de marchés mutualisés à l'échelle de l'établissement ; ainsi qu'au recours aux marchés de la DAE et aux PFRA pour renforcer la mutualisation à l'échelle de l'établissement.

Il doit également assurer un travail d'analyse et de reporting de la performance achat :

- Concevoir, fiabiliser et automatiser les tableaux de bord de suivi des achats : volumes, dépenses, taux de couverture marchés, performance, développement durable ;
- Concevoir et réaliser des outils et / ou supports d'analyse relatifs au suivi de la performance achat (cartographie des achats, indicateurs de consommation) ;
- Analyser les écarts entre les objectifs de performance achat, les budgets et les résultats ;
- Assurer un reporting régulier des analyses achat auprès de sa hiérarchie et de la direction générale ;
- Assurer le recensement de données auprès des partenaires du CMN (CITEO, FIPHFP, etc.).

Appui méthodologique et coordination :

- Participer au recensement et à l'évaluation des besoins (sourcing, benchmark, etc.) ;

- Accompagner les directions et monuments dans l'analyse et le suivi de leurs achats ;
- Participer à la sensibilisation des acteurs internes à la performance achat et aux enjeux RSE ;
- Réaliser des études et enquêtes ponctuelles liées à l'achat.

Compétences principales mises en œuvre : (cotés sur 4 niveaux initié – pratique – maîtrise - expert)

Compétences techniques :

- Diplômé BAC+5 spécialisé en achats publics, contrôle de gestion, économie ;
- Une expérience professionnelle confirmée de plus de 4 ans en achats publics (Etat, établissements publics nationaux, collectivités territoriales, entreprises publiques) et plus précisément en analyse achat / performance achat / pilotage de la dépense dans le secteur public ou parapublic.

Savoir-faire opérationnel :

- Maîtrise des outils comptables, financiers et des bases de données achats ;
- Bonnes connaissances du Code de la commande publique ;
- Très bonne maîtrise des outils informatiques ;
- Capacité à analyser ;
- Excellente capacité rédactionnelle ;
- Capacité d'autonomie et de prise d'initiative ;
- Capacité d'adaptation et sens de la communication ;
- Capacité à structurer et fédérer ;
- Conduire des projets de manière autonome ;
- Pédagogie et rigueur.

Savoir-être (compétences comportementales)

- Sens de l'organisation ;
- Sens de l'autonomie ;
- Excellente capacité relationnelle indispensable pour assurer un lien de qualité avec les directions du siège et les monuments (écoute et pédagogie) ;
- Réactivité, savoir prioriser et gérer les urgences.

Savoir-faire relationnel :

- Sens de l'analyse ;
- Sens de l'organisation et de la priorisation ;
- Excellente capacité relationnelle indispensable pour assurer un lien de qualité avec les services et les monuments (écoute et pédagogie, adaptation à son interlocuteur).

Environnement professionnel :

Le Centre des monuments nationaux (CMN) rassemble, depuis plus d'un siècle, le plus important réseau de sites et monuments de France, de la préhistoire à nos jours.

Fort de la richesse de ce bien commun, de la diversité des lieux et savoir-faire de ses équipes, il œuvre chaque jour pour conserver, révéler et transmettre ces patrimoines naturels et culturels à tous les publics.

En faisant dialoguer histoire, art et culture, il fait de ses monuments des lieux de connaissance, de création, d'émotion et de partage qui contribuent à renforcer le lien social.

Présidé par Marie Lavandier, le CMN est un établissement public sous tutelle du ministère de la Culture. Créé en 1914 sous le nom de Caisse nationale des monuments historiques et préhistoriques, il devient le CMN en 2000. Ses 1 500 agents ont accueilli plus de douze millions de visiteurs en 2025.

*S'appuyant sur une politique tarifaire adaptée, le CMN facilite la découverte du patrimoine monumental pour tous les publics. Son fonctionnement repose sur ses ressources propres issues notamment de la fréquentation, des ventes en boutique dans son réseau de librairie boutique, des locations d'espaces ou encore du mécénat. Fondé sur un système de péréquation, le **Centre des monuments nationaux** est un acteur de solidarité patrimoniale.*

L'établissement a par ailleurs pour mission d'assurer, la conservation, la restauration et l'entretien des monuments placés sous sa responsabilité.

*Le **CMN** assure également une mission d'éditeur public sous la marque Éditions du patrimoine. Il contribue ainsi fortement à la connaissance et à la promotion du patrimoine.*

Les monuments sont gérés par un administrateur avec, à ses côtés, une équipe dont les compétences portent sur les missions administratives et comptables, culturelles, éducatives, d'entretien, de développement domanial, touristique et économique.

Les directions du siège accompagnent les monuments pour le développement de ceux-ci sur un certain nombre de sujets clefs : développement économique, éditorial, parcours de visite, programmation artistique et culturelle, affaires domaniales et immobilières, maîtrise d'ouvrage, affaires juridiques, mécénats et partenariats, marchés et politique d'achat, ressources humaines, communication, agence comptable,

Dans le cadre de sa stratégie de Responsabilité Sociale des Organisations (RSO), Le Centre des Monuments Nationaux, dispose du double label :

*« **Label Egalité Professionnelle** » et le « **Label Diversité** » L'Etablissement s'engage à promouvoir l'égalité professionnelle et la prévention des discriminations dans leurs activités de recrutement.*

Une cellule d'écoute, d'alerte et de traitement est mise à la disposition des candidats ou des agents qui estimerait avoir fait l'objet d'une rupture d'égalité de traitement : signalement-culture@conceptrse.fr

Ou avoir fait l'objet de discrimination :

https://formulaire.defenseurdesdroits.fr/formulaire_saisine/

Le département des affaires juridiques et immobilières (DAJI), rattaché au sein de la Direction administrative, juridique et financière (DAJF), traite de l'ensemble des questions juridiques relatives aux activités du CMN, et notamment la passation des marchés publics, des concessions et des conventions d'occupation domaniale, en liaison avec les 7 directions et 4 missions du siège social et les 39 administrateurs des monuments, qui gèrent des circonscriptions comportant un à plusieurs monuments.

Le département compte actuellement 2 pôles : un pôle conseil juridique et politique immobilière (7 agents), un pôle achat public (8 agents).

Liaisons hiérarchiques : Rattachement direct au chef du pôle achat public

Liaisons fonctionnelles : Interactions avec toutes les directions du siège de l'établissement, les monuments, les services du ministère de la Culture et autres administrations publiques, la Direction des achats de l'Etat (DAE), les centrales d'achat (ex : UGAP), les fournisseurs, etc.

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions :

- **Poste ouvert à tous statuts :** fonctionnaires de catégorie A (toutes fonctions publiques, et en contrat à durée indéterminée à temps complet
- **Poste à pourvoir dès le 1^{er} octobre 2026**
- Rémunération comprise **entre 33 404 € bruts annuels et 36 081 € bruts annuels** selon l'expérience sur un poste équivalent.

La fourchette de rémunération mentionnée s'adresse uniquement aux agents contractuels.

Pour les agents titulaires, la rémunération sera déterminée sur la base de la fiche financière que nous solliciterons auprès de leur établissement de rattachement, en conformité avec le cadre réglementaire en vigueur.

- 32 jours de congés annuels et 8 jours de RTT ;
- Possibilité d'effectuer certaines tâches en télétravail, dans la limite de deux jours de télétravail par semaine.

Envois des candidatures :

CV et lettre de motivation obligatoires (+ dernier arrêté de situation pour les candidats fonctionnaires) à envoyer **au plus tard le 14/10/2026** à l'attention de la Directrice des ressources humaines du Centre des monuments nationaux via notre logiciel de recrutement : https://cmn-career.talent-soft.com/offre-de-emploi/emploi-acheteur-public-au-sein-du-pole-achat-public-du-departement-des-affaires-juridiques-et-immobilieres-h-f_372.aspx

Modalités de recrutement :

Les candidatures seront examinées collégialement par au moins 2 personnes formées au processus de recrutement.